



PROCES VERBAL

Conseil Municipal

Séance du 13 avril 2023

L'an deux mille vingt trois, le treize avril à dix-neuf heures, le conseil municipal de Goudelin, légalement convoqué, s'est réuni à la mairie, en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Laurent LE FAUCHEUR, Maire.

Convoqués : LE FAUCHEUR Laurent – LE MOAL Brigitte – SÉHAN Alain – ROUAULT Anne-Marie – GAUVAIN Michaël – LEFEBVRE Nathalie – TATON Bruno – DELVO SALAUN Rozenn – THOMAS Gwénaél – TACQUET Marie-Blanche – MORICE Christian – LE HEGARAT Valérie – MORICE Gildas – SEVRET Chrystel – VINCENT Louis – ILLIEN Anne-Yvette – PIPART Fabrice – CORLAY Gérald – MARTIN Marie-Christine.

Absents : MORICE Gildas (pouvoir à ROUAULT Anne-Marie)
CORLAY Gérald (pouvoir à PIPART Fabrice)

Secrétaire de séance : LEFEBVRE Nathalie

1/ Rapport conclusif de la CLECT

M. SEHAN présente au conseil municipal le rapport de la CLECT (commission locale d'évaluation des charges transférées) du 06 février 2023 validé par le conseil communautaire de Leff Armor Communauté pour l'année 2023.

Il est précisé que ce rapport doit être approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée d'au moins deux tiers des conseils municipaux représentant la moitié de la population, ou d'au moins la moitié des conseils municipaux représentant les deux tiers de la population. Les communes disposent d'un délai de 3 mois à compter de sa transmission au conseil municipal pour l'approuver ou pas.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, valide le rapport conclusif de la CLECT tel que présenté.

2/ Montant des attributions de compensation.

M. SEHAN propose au conseil municipal de valider les montants de révisions des attributions de compensation des communes proposés suite au rapport de la CLECT (commission locale d'évaluation des charges transférées) du 06 février 2023.

Après étude et en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, valide les montants de révisions des attributions de compensation des communes proposés suite au rapport de la CLECT pour l'année 2023.

3/ Pacte de solidarité communautaire.

Monsieur le Maire expose que le pacte solidaire proposé par Leff Armor communauté à l'approbation des communes membres est facultatif ; Il n'est en effet obligatoire que pour les Métropoles et les EPCI signataires de contrats de ville.

Il informe que son élaboration constitue néanmoins une opportunité permettant d'identifier le poids et les ressources de chaque collectivité et de s'interroger sur l'offre de services communautaires pour

mieux cibler les interventions publiques, en revoir l'organisation et le financement, en vue d'optimiser les moyens.

Cette démarche place le pacte solidaire au cœur de la gouvernance territoriale et le sort du domaine strictement financier pour devenir un outil de mise en œuvre du projet politique pour le territoire.

Ainsi, le pacte de Leff Armor, qui se veut solidaire, est un engagement collectif à contribuer au projet d'un territoire au service des habitants et des acteurs économiques.

Le document intitulé « Pacte Solidaire » est composé d'une analyse des ressources du bloc communal, des outils de financement des politiques publiques, des leviers fiscaux et de perspectives quant à la ré-interrogation de l'intérêt communautaire de certaines compétences.

Les orientations proposées devront faire l'objet de décisions indépendantes en conformité avec le CGCT et/ou le CGI.

Le pacte a été approuvé par le conseil communautaire, le 28 mars 2023 par 48 voix pour et 8 abstentions. Les conseils municipaux sont désormais invités à se prononcer.

En 2017 : Harmonisation des compétences.

M SEHAN expose via un powerpoint le projet du territoire avec :

- L'état des lieux,
- Des ressources,
- Solidarité entre les communes,
- L'intérêt des communes des compétences,
- Outils et financement et les leviers fiscaux.

M SEHAN indique qu'en 2026, il va y avoir une harmonisation de l'eau et assainissement. En effet, il est constaté que les réseaux d'eau sont obsolètes, qu'il faut les refaire et cela aura forcément une répercussion sur le prix de l'eau.

De même, pour le terrain d'accueil des gens du voyage, la commune de Goudelin demande une aide solidaire pour pallier les désagréments liés à cet accueil.

Pour rappel, la salle de sport de Goudelin est restée communale et les travaux ont un coût pour la commune.

Politique de logement : Il n'y a pas de logement social communautaire sur la commune.

Politique culturelle : s'étend sur le territoire et cela est bénéfique hors mur pour les communes qui accueillent les spectacles.

Madame ROUAULT évoque la mise en place d'un local médical, en réponse à cette interrogation, la compétence médicale n'est pas une compétence communautaire.

Vu la délibération 2021_266 du 14 décembre 2021 par laquelle le Conseil communautaire validait à l'unanimité le projet de territoire,

Vu le pacte solidaire tel que joint en annexe,

Vu la délibération 2023-93 du 28 mars 2023, par laquelle le conseil communautaire approuvait par 48 voix pour et 8 abstentions, le pacte solidaire

Considérant que le pacte solidaire est un outil de gestion du territoire, visant à mieux connaître son territoire du point de vue financier et fiscal et à en analyser les capacités budgétaires pour réaliser des projets du bloc communal constitué des communes et de l'EPCI,

Considérant que ce pacte s'articule autour du projet de territoire en identifiant les modalités de mise en commun des moyens financiers et fiscaux du bloc communal,

Entendu l'exposé de M. le Maire et après étude et en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, approuve le pacte solidaire.

4/ Prise en charge partielle de frais d'obsèques

M. le Maire donne lecture d'un courrier du maire de la commune de SAINT-PEVER faisant appel à la solidarité de l'ensemble intercommunal pour l'accompagner dans le financement des obsèques d'une réfugiée ukrainienne décédée soudainement.

Il est proposé que la commune de Goudelin participe au financement des obsèques à hauteur de 100 €. Les conseillers sont invités à donner leur avis sur cette proposition.

Après étude et en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, accepte que la commune de Goudelin participe au financement des obsèques à hauteur de 100 € et autorise M. le Maire ou son représentant à effectuer toute démarche nécessaire à la mise en œuvre de cette décision.

5/ Convention pour autorisation de passage en terrain privé

Dans le cadre d'un règlement amiable suite à une expertise (19 mai dernier), M. le Maire présente les termes de la convention rédigée par le service droits des sols du Centre de Gestion 22 pour le passage d'une douve et d'une canalisation sur la parcelle privée ZH 143, propriété de Mme et M. Quéval demeurant à la Croix Rouge à Goudelin.

Le montant de l'indemnité proposée aux administrés serait de 3 005 € comme solde de tout compte. Le calcul se base sur:

- 73 mètres linéaires à 35 € /ml = 2 555 €
- 3 regards à 150 € / unité = 450 €

M. le Maire demande l'autorisation de signer cette convention, de verser l'indemnité telle que présentée et d'entreprendre toute démarche afférente au dossier. M. SEHAN représentera également la commune lors de la signature de l'acte rédigé sous la forme administrative.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, autorise M. le Maire à signer cette convention, à verser l'indemnité de 3 005 € comme solde de tout compte ainsi qu'à effectuer toute démarche afférente au dossier.

6/ Devis du Syndicat Départemental d'Energie.

Le Syndicat Départemental d'Énergie des Côtes d'Armor (SDE 22) est compétent en matière de contrôle de la distribution de l'électricité des foyers lumineux, des extensions / renforcements de réseaux et de l'éclairage public. Dans la mesure où la commune de Goudelin a transféré la compétence éclairage public au SDE22, celui-ci gère donc la création et la rénovation des lignes d'éclairage public et prend en charge une partie des montants des travaux réalisés. La commune finance, quant à elle, le solde des travaux, conformément à la convention conclue avec le syndicat départemental.

Un devis est présenté à l'Assemblée :

- Rénovation des câbles EP H 208/209 pour un montant de travaux estimé à 557.28 € TTC (reste à charge pour la commune de 335.40 €).

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, autorise M. le Maire ou son représentant, à signer la convention financière formalisant ces dispositions.

Objet : Devis divers.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, autorise M. le Maire ou son représentant, à signer les devis suivants :

- **Lotissement de la Croix Rouge - réfection des trottoirs**

Il est proposé de retenir l'offre de l'entreprise Claude LE GARFF de Goudelin pour un montant de 14 834.50 € H.T.

- **Programme voirie 2023 – Bois de la Roche – secteur 1 et 2**

Il est proposé de retenir l'offre de l'entreprise Eurovia pour un montant de 45 820.82 € H.T.

- **Enrobé – local du service technique**

Il est proposé de retenir l'offre de l'entreprise Colas pour un montant de 9 271.40 € H.T.

- **Matériels - Service technique**

Tracteur tondeuse - Marque Iseki- modèle SXG 327:

Il est proposé de retenir l'offre de l'entreprise Motoculture du Trieux de Plouha pour un montant de 20 882.33 € H.T.

Tondeuse Honda

Il est proposé de retenir l'offre de l'entreprise Motoculture du Trieux de Plouha pour un montant de 1 492.50 € H.T.

Monsieur GAUVIN, signale que l'ancienne tondeuse sera gardée pour les terrains peu praticables afin de ménager la neuve qui pourra être accessoirisée par la suite.

7/ Affaires rurales - bail précaire.

M. le Maire rappelle la volonté de la commune de mettre à disposition, sous la forme d'un bail précaire, la parcelle YB 134 d'une contenance de 2ha 41. Il est précisé que la mise à disposition sous cette forme permettra à la commune de récupérer cette parcelle pour échange foncier si nécessaire.

Suite au dépôt des candidatures, la commission Affaires rurales a été sollicitée pour étude et avis. Les membres sont unanimes pour proposer au conseil municipal d'attribuer la parcelle à M. DAGORN Jérémy (EARL de Guervilly Vras).

En effet, l'exploitant agricole est détenteur d'une autorisation d'exploiter cette parcelle délivrée par le Préfet le 07/02/2023.

Les candidatures de l'Earl du Roz, de l'Earl de Rangaré et du Gaec de la Vallée St Eloret ne sont pas retenues (pas d'autorisation d'exploiter).

Par ailleurs, la candidature de l'Earl du Mezo, trop tardive, n'a pas été étudiée.

Il est précisé qu'il sera demandé que le bail soit au nom propre de l'exploitant pour éviter sa transmission via des parts de la société.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, charge M. le Maire ou son représentant de procéder à l'attribution du bail précaire pour la parcelle YB 134 à M. DAGORN Jérémy (EARL de Guervilly Vras).

8/ Informations diverses

En information divers, Monsieur Le Maire évoque l'avenir sur notre commune de l'itinérance de FRANCE SERVICE et Conseiller numérique.

Pour rappel, FRANCE SERVICE a pour mission d'accueillir, orienter et informer les usagers dans leur démarches administratives, demande d'aide.....

Un mini-bus dessert 17 communes avec 1 agent dont le contrat s'arrête très bientôt. Madame LE HEGARAT, qui y a travaillé, nous indique que la population qui se présente est essentiellement des personnes âgées.

En effet, Monsieur Le Maire, via un powerpoint, nous présente les coûts, les fréquentations.

Coût de FRANCE SERVICE en 2026 pour Leff Armor : 43719€

Autonomisation des usagers au usage des numériques : 83773€

Conseiller Numérique : 37888€. Population : 1725 soit un coût en 2026 de 4552€.

La fréquentation sur Goudelin est de 62 personnes soit un coût en 2024 de 2546€, 2025 de 4301€ et 2026 de 4436€, soit un coût de 71€/personne.

La question qui se pose est de garder l'itinérance de FRANCE SERVICE étant donné qu'il y a une maison FRANCE SERVICE à Plouha. Cela occasionne un coût financier pour les communes et que l'État se désengage de toute aide.

Pour avis : ce service coûte trop cher aux communes, qu'il faut se poser la question de garder un agent d'accueil.

Cela donne lieu à discussion avec plusieurs idées :

- Déplacement d'un agent à domicile,
- Un agent communautaire qui pourrait accueillir et orienter.

Mais aussi de la déception face à un service de proximité qui tend à disparaître.

A l'issue de cette discussion, Monsieur Le Maire propose aux conseillers municipaux de voter à bulletin secret pour le maintien ou non de l'itinérance FRANCE SERVICE et Conseiller Numérique.

Abandon : 9

Poursuite : 1

Blanc : 6

Abstention : 3.

Le choix d'abandonner ou de poursuivre l'itinérance sera voté au mois de Mai 2023.

La fibre : à partir du 5 Mai, les prises seront disponibles/ commercialisables et une réunion publique sera proposée le **3 Mai à 18 h 30 à la salle des fêtes de Goudelin** associée avec la commune de Lannebert, soirée d'information organisée par MEGALIS, propriétaire de la ligne.

Lotissement des Lavandières : le lot N°15 de 352 M2 est à nouveau disponible, voire même le lot N° 22 452 M2, faute de financement.

A ce jour, il n'y a pas de liste d'attente.

Boulangerie : La commission commerce s'est entretenue avec l'ADAC pour une étude de faisabilité de la remise en état de la boulangerie avec une proposition financière qui sera proposée au prochain conseil municipal.

Rénovation de l'école : il va nous être proposé dans le cadre de la phase de rénovation de l'école une proposition d'accompagnement.

Le Mon TroBreiz : circuit de randonnée qui sillonne toute la Bretagne et qui passe au niveau de la Chapelle de L'Isle.

Leur projet est d'ériger des pierres levées en granit rose où il est noté le nom de la commune et via un Qr code des informations peuvent être visibles sur les téléphones portables.

Il nous est proposé de participer totalement au financement (3000€) pour ériger la pierre ou l'association nous aide à trouver des mécènes ou elle participe en totalité au financement.

Projet qui sera soumis à une délibération.

Obtention de la DRAC pour les rénovations de la Chapelle de L'Isle : 2795€.

Mission argent de poche : 4 inscrits

Concours des maisons fleuries : aura lieu la semaine 16.

A noter que Madame Drillet S fait circuler une pétition concernant la réalisation d'une piste cyclable sur l'axe Lanvollon/ Guingamp.

Monsieur Le Maire a rencontré Madame Drillet et l'informe qu'il sera difficile de mettre en place une piste cyclable sur une départementale.

Fin de la séance à 21h30.

Secrétaire de séance
Nathalie LEFEBVRE